



La « nouvelle stratégie américaine » remonte-t-elle exclusivement au 11 septembre ou est-elle le fruit d'un processus de maturation antérieur ?

Mémoire de géopolitique  
du Chef d'escadron Frédéric Bonneval  
dans le cadre du séminaire « la nouvelle stratégie américaine face  
aux menaces asymétriques ».

Directeur : Monsieur Antoine ASSAF

Avril 2004

# SOMMAIRE

## Introduction

I) Les références officielles de la nouvelle stratégie et ses grandes lignes :

II) Des changements majeurs antérieurs au 11 septembre :

21) Des faits antérieurs au 11 septembre :

211) Des attentats visant des américains :

212) Un nouveau terrorisme international :

22) Des réactions américaines :

221) Un remodelage de l'outil de défense :

222) Des interventions américaines :

223) Des changements géostratégiques :

III) La nouvelle doctrine américaine ne surgit pas ex-nihilo :

31) L'équipe en place :

32) Les « think Tanks » :

33) Les théories aujourd'hui en vue pré-existaient :

34) Des doctrines antérieures:

35) Une culture stratégique forte :

## Conclusion

## Sources

## Introduction :

L'image des tours jumelles s'effondrant alors que des gens désespérés se jetaient dans le vide a suscité une émotion énorme. Cette date du 11 septembre 2001 est un repère incontournable et même, selon certaines analyses, une rupture dans la stratégie extérieure des Etats Unis d'Amérique, rarement aussi cruellement frappés sur leur sol.

Il est vrai que depuis cette date des événements majeurs pour l'avenir d'une partie du monde se sont déroulés, et que les Etats- Unis y ont un rapport direct. Il est cependant permis de se demander si, au-delà des discours et des rapports récents du gouvernement de monsieur Bush, cette « nouvelle stratégie » n'est pas le résultat d'un processus qui remonte bien avant le 11 septembre.

L'après 11 septembre vient-il en réaction au 11 septembre ou cet événement a-t-il créé les conditions de la mise en œuvre d'une politique qui se situe dans une continuité historique plus large ?

Nous allons essayer de répondre à cette interrogation en démontrant que depuis la chute du mur de Berlin, l'Amérique portaient cette politique en gestation.

Après avoir rappelé dans une courte partie les textes de référence et les grandes lignes de cette politique, nous détaillerons les changements majeurs qui ont marqué les années quatre-vingt-dix jusqu'au 11 septembre, puis nous montrerons que cette doctrine actuelle ne surgit pas ex-nihilo.

### I) Les références officielles de la nouvelle stratégie et ses grandes lignes :

S'il fallait un mémoire complet afin d'analyser le contenu détaillé des textes que les autorités américaines ont publiés depuis le 11 septembre, il apparaît cependant nécessaire de bien cerner quels sont les grands traits de ces orientations stratégiques. Auparavant, mentionnons sommairement les principaux textes qui les définissent officiellement.

Il est ainsi possible de citer parmi les documents de référence :

- le discours du président Bush à West Point le 1<sup>er</sup> juin 2002 ;
- le « National Strategy for Homeland Security » de juillet 2002 ;
- le discours du président Bush du 17 septembre 2002 ;

- le « National Security Strategy » de septembre 2002 ;
- le « National Strategy for Combating Terrorism » de février 2003 ;
- la « US Aid Strategic Plan » pour les années 2004-2009 ...

Il est frappant de voir la nombreuse production des ministères américains qui affichent clairement des objectifs accessibles à tous.

Cette orientation générale dite « nouvelle stratégie » des Etats-Unis a été exposée par le président Bush le 20 septembre 2002 et se trouve présentée dans les documents officiels: « une nouvelle stratégie de sécurité nationale qui renonce essentiellement à la dissuasion, concept qui dominait la politique de défense à l'époque de la guerre froide, en faveur d'une stratégie conjugant l'action préventive contre les Etats hostiles et contre les groupes terroristes - ce qui suppose une transformation des forces armées américaines - et l'aide au développement économique et social grâce à la promotion du libre-échange et de la démocratie et à la lutte contre les maladies .»

Si la défense des Etats-Unis contre leurs ennemis est la première obligation du gouvernement envers le peuple américain, la menace a profondément changé : « aujourd'hui, de ténébreux réseaux d'individus peuvent semer le chaos et infliger de grandes souffrances sur nos rives pour un prix inférieur à celui d'un char d'assaut » comme l'a prouvé le 11 septembre. Cette stratégie énonce donc que les Etats-Unis n'hésiteront pas à agir seuls et préventivement contre ces terroristes afin de les empêcher de porter atteinte au peuple américain, même si parallèlement, elle affirme rester attachée au rôle de l'ONU, de l'OTAN, de l'OMC et des organisations internationales et vouloir rallier l'appui de la communauté internationale dans son combat.

Mais au-delà, elle prévoit aussi de tirer « parti des possibilités qui s'offrent en cette conjoncture pour étendre les bénéfices de la liberté au monde entier » : « Nous nous emploierons à porter l'espoir de la démocratie, du développement, des libres marchés et du libre-échange aux quatre coins du monde. Les Etats-Unis se tiendront aux côtés de tout pays déterminé à bâtir un avenir meilleur en cherchant à offrir les avantages de la liberté à son peuple » a déclaré le président Bush.

Un synthèse officielle de ces orientations politiques précise clairement :

« Les Etats-Unis jouissent d'une puissance et d'une influence sans précédent et inégalées dans le monde. Reposant sur la foi dans les principes de la liberté et de la valeur

d'une société libre, cette situation est assortie de responsabilités, d'obligations et de possibilités sans parallèle. La force de notre nation doit être employée pour promouvoir un équilibre des puissances qui privilégie la liberté.

Pendant la majeure partie du XXe siècle, le monde était divisé par une grande lutte idéologique, celle de visions totalitaires destructives contre la liberté et l'égalité.

Cette grande lutte a pris fin. Les visions militantes de classe, de nation et de race qui promettaient des utopies et apportaient la misère ont été défaites et discréditées. L'Amérique est menacée à présent moins par des Etats conquérants que par des Etats en faillite. Nous sommes menacés moins par des flottes et des armées que par des technologies catastrophiques aux mains de quelques aigris. Nous devons vaincre ces menaces dirigées contre notre nation, nos alliés et nos amis.

Le temps présent est également porteur de possibilités pour l'Amérique. Nous nous emploierons à transformer ce moment d'influence en des décennies de paix, de prospérité et de liberté.

La stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis sera fondée sur un internationalisme typiquement américain qui reflète l'amalgame de nos valeurs et de nos intérêts nationaux. Cette stratégie vise à bâtir non seulement un monde plus sûr mais aussi un monde meilleur. Nos objectifs sur la voie du progrès sont clairs : liberté politique et économique, relations pacifiques avec les autres Etats et respect de la dignité humaine.

Et cette voie n'est pas réservée à l'Amérique : elle est ouverte à tous. Pour atteindre ces objectifs, les Etats-Unis :

- se feront les champions des aspirations à la dignité humaine ;
- renforceront les alliances afin de vaincre le terrorisme international et s'emploieront à prévenir les attaques qui les visent ainsi que leurs amis ;
- œuvreront avec d'autres parties pour désamorcer les conflits régionaux ;
- empêcheront leurs ennemis de les menacer, eux, leurs alliés et leurs amis, au moyen d'armes de destruction massive ;
- instaureront une ère nouvelle de croissance économique mondiale par la mise en place de marchés libres et la pratique du libre-échange ;
- agrandiront le cercle du développement en ouvrant les sociétés et en bâtissant l'infrastructure de la démocratie ;
- élaboreront des programmes d'action coopérative avec d'autres grands centres de pouvoir mondiaux ;

- et transformeront leurs institutions de sécurité nationale afin de relever les défis et de saisir les possibilités du XXI<sup>ème</sup> siècle. »

## II) Des changements majeurs antérieurs au 11 septembre :

Si l'ampleur du nombre des victimes des attentats du 11 septembre demeure incontestable, il apparaît néanmoins tout aussi incontestable qu'un certain nombre de faits sont venus, bien avant cette date tragique, bouleverser la donne géostratégique issue de la guerre froide. Ces faits que nous allons tout d'abord détailler ont ainsi fort logiquement induit un certain nombre de conséquences et d'actions menées par les américains que nous aborderons dans un second paragraphe.

### 21) Des faits antérieurs au 11 septembre :

#### 211) Des attentats visant des américains :

En matière d'attentats, les premières attaques visant les américains ou leurs intérêts ne sont pas récentes. Si des faits tels que l'attaque contre le bâtiment occupé par des Marines à Beyrouth en 1983, ou l'attentat commis contre un Boeing de la Pan Am à Lockerbie en 1988 sont peut être un peu trop anciens pour être pris en compte dans cette réflexion, une série d'autres faits doivent être mentionnés.

En premier lieu rappelons l'attentat commis le 2 février 1993 contre le World Trade Center. Cette action qui était déjà perpétrée sur le territoire même des Etats-Unis, visait bien un symbole de la puissance et de la société américaine. Ce jour-là un camion piégé explosait dans les sous-sols des tours causant tout de même déjà la mort de six personnes et en blessant un millier d'autres. L'importance de cette première action au cœur de New York même, reste cependant capitale et résonne comme un avertissement voire des prémices au 11 septembre 2001.

D'une manière tout aussi violente et horrible, les Etats-Unis étaient encore frappés au cœur même de leur territoire, le 19 avril 1995 à Oklahoma City. Un attentat, visant un immeuble fédéral au sein duquel se trouvaient aussi des enfants, était perpétré au moyen d'une camionnette piégée de deux tonnes d'explosif. Plusieurs centaines de victimes seront retrouvées dans les décombres de l'immeuble totalement détruit. 168 morts et 674 blessés seront dénombrés et seulement 10% des personnes se trouvant dans le bâtiment en sortiront indemnes ce qui représente un taux de victimes bien supérieur à celui des deux actions contre les Twin Sisters. Les auteurs de cet attentat tout particulièrement sanglant furent tout d'abord

recherchés vers le Moyen Orient avant que très rapidement la piste interne ne permette d'arrêter l'auteur américain de ce massacre. Si son action semble bien avoir été guidée par un fanatisme politique interne, cet événement démontrait cependant déjà la vulnérabilité du pays, même face à un terrorisme extérieur puisque telle était la piste initialement envisagée.

Outre ces deux souvenirs douloureux ayant touchés les américains sur leur propre sol, d'autres attentats les ont tout aussi durement frappés à l'extérieur du pays.

En 1995 toujours, tout d'abord, le 13 novembre, une voiture piégée explosait près du quartier général américain en Arabie Saoudite causant la perte de 5 américains. Cette fois-ci, c'est bien la présence américaine aux pays des lieux saints musulmans qui est visée par des terroristes d'inspiration islamiste.

Puis les années suivantes, le bilan des victimes s'alourdira fortement du fait d'actions terroristes de la même origine :

- le 25 juin 1996, un autre camion piégé explose à l'entrée de la base américaine de Dhahan causant la mort de 19 soldats et en blessant près de 500 autres ;
- le 7 août 1998, les deux ambassades des Etats-Unis à Nairobi au Kenya et Dar es Salam en Tanzanie sont simultanément la cible de camions kamikazes qui explosant contre les bâtiments feront encore 224 morts ;
- le 12 octobre 2000, enfin, c'est un bâtiment de la marine américaine qui est la cible d'un bateau suicide dans le port d'Aden causant le décès de 17 marins et en blessant 30 autres.

Enfin, s'il ne s'agit pas réellement de terrorisme mais de guérilla, il est aussi possible de mentionner dans cette litanie douloureuse , le cas de la Somalie, privée d'Etat depuis plus de dix ans. La mort tragique, en 1994, de soldats américains, a été largement médiatisée, et témoigne du même rejet de la présence d'américains par des milices aux ordres de chefs de guerre. Mais ce qui pourrait sembler être un rejet d'inspiration anti-coloniale cache un pays sous influence islamique. Dès le début des années quatre-vingt-dix, des organisations de cette obédience financées par des capitaux saoudiens y ont occupé le terrain et ont fait peser sur la population le poids des dogmes radicaux en prêchant un islam rigoriste. Et si les occidentaux ont rapidement oublié ce pays, les services américains estiment qu'il a abrité et pourrait encore cacher des membres d' Al Qaïda.

En tout état de cause, il apparaît incontestable que dès le début des années quatre-vingt-dix les Etats-Unis étaient devenus la cible d'actions terroristes d'envergure essentiellement guidées par les théories issues de l'extrémisme islamiste. Les attaques du 11 septembre ne peuvent donc pas être qualifiées de « surprises » en tant que telles. Il est tout aussi clair que la première attaque contre le World Trade Center n'a pas eu, au moins dans les médias, l'écho, que méritait cette première agression commise sur le sol américain depuis Pearl Harbour. Toutefois, il en naîtra une polémique sur les rôles respectifs de services fédéraux que sont la CIA et le FBI. Ces deux entités se renvoyant la responsabilité des défaillances des services de renseignement : le FBI n'est pas concerné si l'opération a été mise au point depuis l'étranger, qui est le domaine réservé de la CIA, laquelle rappelle qu'il lui est interdit d'opérer sur le territoire des Etats-Unis.

#### 212) Un nouveau terrorisme international :

Au-delà de ces attentats visant très directement les Etats-Unis, les années quatre-vingt-dix ont vu l'émergence de nouvelles formes de terrorisme tant dans l'inspiration qui le guide que dans les méthodes mises en œuvre.

En effet, avec l'effondrement soviétique, le terrorisme d'état se fait de moins en moins présent alors que parallèlement les intégristes islamistes émergent de façon de plus en plus prégnante même si l'émergence de ce terrorisme remonte à plus de trente ans. Une de ses caractéristiques est d'emblée son aspect trans-national fédérant des individus d'origine variées et auxquels l'islam radical donne un objectif commun. Cherchant rapidement à regrouper d'importants effectifs, cette mouvance s'attaque rapidement à des états qu'elle cherche à déstabiliser afin de se donner des bases solides.

Les premières actions violentes remontent aux années soixante-dix en Egypte avec les actions des « Frères musulmans » ( attaque de l'académie militaire d'Héliopolis, assassinat de Sadate...). Puis, c'est l'Iran qui nourrira le terrorisme islamiste reprenant le flambeau du terrorisme d'Etat en même temps. La France sera d'ailleurs touchée en 1985-1986 du fait de son soutien à l'Iraq. Dès cette époque, des jeunes des banlieues sont les complices de cette mouvance, l'exemple iranien ayant bouleversé la conscience de certains musulmans. Ils commencent à s'impliquer dans les réseaux internationaux et seront mêlés aux trafics d'armes vers l'Algérie. Parallèlement, la guerre en Afghanistan attire des « combattants » venus de tous les pays dont beaucoup d'algériens. Dès le début, le Pakistan sert de base de départ à ses groupes aux méthodes terroristes et leur formation y est organisée de manière très structurée. A l'époque, cette mouvance est utilisée et même armée par les américains afin de contrer la

présence soviétique en Afghanistan. Sous Carter, la CIA fournissait déjà des armes et de l'argent aux « Moudjahidines » afghans. Mais sous la direction de William Casey, l'agence surarme des dizaines de groupes de guérilla, sans aucun contrôle, pour attaquer les Soviétiques, allant jusqu'à leur fournir des armes de pointe. En échange de la vague promesse que l'armement ne servirait que contre les Russes, des missiles antiaériens sont donnés à des islamistes fanatiques. Dix ans après le départ des Soviétiques, ces armes circulaient encore.

En outre, un certain Oussama Ben Laden, milliardaire d'origine yéménite et de nationalité saoudienne apparaît déjà comme un important financier de ces groupes islamistes.

Au gré des conflits mettant en cause les musulmans, on assiste à un déplacement de ces « combattants ». Après l'Afghanistan, certains, dont des français, se retrouveront en Bosnie, au Cachemire voire aux Philippines. Par ailleurs, en plus de cet engagement de « combattants », ils développent des réseaux clandestins de soutien afin d'alimenter le mouvement en hommes, en armes, en argent... Des trafics économiques sont constitués afin de collecter des fonds.

Puis, au début des années quatre-vingt-dix, c'est l'Algérie qui est embrasée par une quasi guerre civile et se trouve confrontée à une guérilla islamiste particulièrement atroce. Les intégristes du FIS (Front Islamique du Salut) passés au GIA ( Groupe Islamique Armé) ne font pas que s'en prendre aux laïcs algériens ou aux populations locales. Très vite, dès 1992, ils s'attaqueront aux intérêts étrangers et aux occidentaux présents en Algérie, enlevant et assassinant de nombreux expatriés. Puis à partir de 1994, ils chercheront à exporter leur violence en particulier en Europe et en France ( commando de Marrakech, assassinat d'un Imam rue Myra, affaire Kelkal, attentat de la station de métro St Michel ...).

Dès cette époque, les liens entre toute cette mouvance terroriste islamiste sont clairement établis et les inter-connexions entre les différents théâtres sont patentes.

Mais plus encore, un autre événement démontre les capacités et les nouveaux modes d'action et le fanatisme de ces terroristes. Il s'agit du détournement de l'Airbus d'Air France assurant peu avant Noël 1994 la liaison entre Paris et Alger. Au-delà de la prise d'otage aérienne, modus operandi déjà bien connu, cet événement au dénouement finalement heureux grâce à l'intervention du GIGN, démontre non seulement la détermination des terroristes, mais aussi leur intention d'utiliser l'avion comme arme de destruction massive. En effet, leur souhait de venir survoler Paris pour s'y poser soulignait clairement la menace que pouvait faire courir une telle « arme » aérienne.

Il est ainsi évident que près de 10 ans avant le 11 septembre, de tels types d'attentats opérés avec des avions gros porteurs contre des villes symboles étaient parfaitement possibles.

Parallèlement, dès 1995, l'enquête sur l'attentat du World Trade Center mène à l'organisation Al-Qaïda et à Oussama Ben Laden. Considéré comme le "banquier de la guerre sainte", on estime sa fortune à plusieurs milliards de dollars. La presse rappelle les liens très étroits qui unissent toujours la famille royale d'Arabie Saoudite à celle de Ben Laden, et raconte comment il a été recruté, entraîné et armé par la CIA pendant la guerre d'Afghanistan. A l'époque, il bénéficiait du soutien total des Américains et de l'Arabie Saoudite, qui avait offert à Ben Laden tous les moyens de ses ambitions.

Les responsables et les présidents successifs, ferment les yeux sur cette pétromonarchie qui applique à la lettre la loi du Coran, mais a réglé pour les Etats-Unis les 55 millions de dollars qu'a coûté la guerre du Golfe. Les liens entre saoudiens et américains dans les intérêts financiers liés au pétrole sont d'ailleurs souvent dénoncés. En mars 1996, le gouvernement de Khartoum au Soudan, sous la pression de l'ONU, décide d'expulser Ben Laden et son armée secrète, forte de plusieurs milliers d'hommes. Il propose aux Saoudiens de leur remettre Ben Laden, mais la famille royale refuse. Les Soudanais se tournent alors vers Bill Clinton et lui font la même offre. Le leader terroriste s'oriente alors vers l'Afghanistan où les Talibans viennent de prendre le contrôle du pays et il se réfugie là-bas avec ses séides.

De son côté, le gouvernement américain décide de renforcer la cellule de contre-terrorisme : en faisant fusionner des éléments du FBI et de la C.I.A., les deux agences ennemies. Avec les attentats contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya et l'USS Cole, que la CIA n'a pas pu prévoir, Ben Laden devient l'ennemi public numéro un et sa tête mise à prix.

A la fin des années quatre-vingt-dix, l'Algérie parvenant à juguler le GIA, c'est en Afghanistan et en Tchétchénie que se retrouvent les théâtres d'entraînement et les bases arrières des terroristes islamistes. Sur ce dernier territoire, en 1995, les islamistes caucasiens sont renforcés par des extrémistes arabes tels que le « commandant » Khattab, citoyen jordanien et guérillero de l'islamisme. Ses ambitions politiques transcendent les divergences religieuses avec les musulmans caucasiens et abondent dans le sens de Chamil Bassaïev, chef de guerre local réputé qui ambitionne de créer un Caucase uni et islamiste. Leur action de guérilleros ne se contente pas d'exporter le conflit tchéchène au Dagestan, si nécessaire en ayant recours aux assassinats et autres attentats à la bombe, ou en créant des zones dirigées

suivant leur idéologie, mais les conduit à frapper la Russie au moyen d'attentats terroristes (près de 300 morts à Moscou lors de l'été 1999). De même que sur les territoires évoqués supra, des islamistes de tous horizons se rendent au Caucase pour y servir leur cause et s'y aguerrir. Mais selon les spécialistes, la sélection des candidats y est sévère et leur volume reste assez réduit à côté d'un théâtre comme l'Afghanistan.

L'imbrication entre les Talibans et les réseaux terroristes islamistes est, elle, bien connue de tous. Dès leur prise du pouvoir sur l'essentiel du pays en 1996, ces derniers imposent un régime très strict dans l'application d'une lecture des plus radicale du coran. Dès lors, ils représentent le nouveau modèle pour les islamistes de tous horizons et l'Afghanistan devient une terre de prédilection pour la formation des apprentis terroristes. Ainsi en France, en 1995, une instruction judiciaire dite des « filières afghanes » était initiée, mettant en cause un certain nombre d'islamistes français ayant transité dans cette zone (David Courtailler, Abou Kassim, Farid Melouk...). Les services français estiment ainsi que plusieurs centaines de français auraient transité dans les écoles coraniques et les camps terroristes implantés entre le Pakistan et l'Afghanistan. Ces mêmes services avaient dès 2000 constitué un important rapport sur Ben Laden, ses proches et ses activités en Asie centrale.

Ainsi, dès la fin des années quatre-vingt-dix, l'occident n'ignorait rien d'une nouvelle menace qui s'était progressivement développée et dont l'extrémisme n'avait d'égal que sa détermination fanatique et sa haine des « impies ». Dans le même temps, les moyens et l'envergure des attaques envisagées par ces adeptes du jihad étaient eux aussi déjà clairement établis.

Dès l'ouverture des pays de l'Est et le déclin des forces du pacte de Varsovie, les risques liés au trafic de matière nucléaire ont été évoqués. Au cours de cette période, certains médias évoquent la disparition de plusieurs dizaines de têtes nucléaires ex-soviétiques. Si dans un premier temps, des pays qui cherchaient à se doter de bombes nucléaires ont été soupçonnés de s'intéresser à ce type de produits, rapidement, les mouvements terroristes au premier plan desquels se trouvaient les groupes islamistes, ont été désignés comme clients potentiels auprès de ces vendeurs peu scrupuleux. En 1998, on soupçonne des experts ukrainiens d'avoir rencontré au Pakistan, des responsables d'El Qaida.

Même si ces rumeurs restent à vérifier, la menace de la prolifération nucléaire terroriste était donc largement perceptible. Le concept de « bombe sale » ou « dirty bomb »,

qui met en œuvre une contamination réduite via des déchets nucléaires, ne date pas du 11 septembre.

Il en va de même des risques chimiques ou biologiques. L'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo en 1995 avait publiquement démontré que l'emploi de ce type d'agent par des fanatiques était possible. Ainsi les réseaux islamistes étaient-ils soupçonnés dans le même temps de chercher à acquérir les moyens et le savoir-faire nécessaire à la mise en oeuvre, sur une échelle réduite, de telles armes. Les opérations militaires entreprises après le 11 septembre, notamment en Afghanistan mais aussi les enquêtes judiciaires, ont permis de découvrir des documents et des matériels destinés à la réalisation de telles entreprises.

Selon certaines sources, la menace directe de ces groupes terroristes vis-à-vis des Etats-Unis était même parfaitement identifiée dès la fin de l'année 2000 lorsque George Bush Junior remporte de justesse la course à la Maison-Blanche. Il est alerté par la CIA qui estime que Ben Laden menace maintenant directement les Etats-Unis. En mars 2001, deux mois plus tard, une commission gouvernementale publie un rapport de 150 pages qui se termine par ces mots : « Un assaut direct contre les citoyens américains, sur le sol américain, causant la mort et la destruction, paraît vraisemblable. Face à cette menace, notre nation n'a aucune structure gouvernementale cohérente ». Malgré les risques de plus en plus précis, les difficultés entre la CIA et le FBI persistent. En février 2001, ce serait Israël qui aurait averti la CIA : « des terroristes vont pirater un ou des avions de ligne et s'en servir comme armes ». Le Roi Abdallah de Jordanie, le Président Moubarak, puis le Chancelier Gerhard Schröder auraient aussi transmis au Pentagone une information similaire : « une attaque aura lieu prochainement sur le sol américain, dans laquelle des avions seraient impliqués ».

L'ensemble des faits que nous venons de détailler démontre donc clairement que des événements du type de celui du 11 septembre étaient, bien avant cette date largement, envisagés par les services chargés de la sécurité des grands pays. Cela ne préjuge pas de savoir s'il était possible de prévoir avec précision les attentats même commis ce 11 septembre, voire que leur préparation était connue, mais cela souligne bien que la situation créée par cet événement tragique n'est pas le fruit d'une surprise véritable.

En outre, il apparaît tout aussi évident que ces événements découlent directement de la fin de la guerre froide qui a ouvert une période de nouveaux désordres internationaux et permis l'installation d'une véritable période de transition avant que de nouveaux équilibres ne

se reconstituent. Certains experts<sup>1</sup> évoquent même une mutation stratégique majeure dont le point de départ pourrait se situer lors de la guerre du golfe, mutation dont les conséquences politiques et stratégiques mettront du temps à se révéler dans toute leur ampleur.

## 22) Des réactions américaines :

Si l'ouverture d'une ère nouvelle est une réalité après l'éclatement de l'ex-pacte de Varsovie et la chute du communisme soviétique, ces bouleversements fondamentaux ont conduit les Etats-Unis à entreprendre un certain nombre de changements ou d'actions visant à adapter leur stratégie et leurs outils à cette nouvelle donne mondiale.

### 221) Un remodelage de l'outil de défense :

Une conséquence directe de l'effondrement communiste a été l'attrition des moyens militaires de la Russie et donc la disparition de la menace émanant de l'ex-pacte de Varsovie. Alors que pendant quarante ans, l'armée américaine avait comme mission essentielle la destruction des forces soviétiques en cas d'attaque, l'ennemi s'évaporait. Dès cette période, un certain général Colin Powell<sup>2</sup> indiquait que « l'armée devait être prête à combattre un nouveau type d'adversaires ». Dans le même temps, interrogé sur l'identité de l'ennemi qui remplacerait l'URSS, le président américain Georges Bush père répondit : « l'instabilité ».

Dans ce cadre les planificateurs militaires étudient le « spectre des conflits » qui s'étend du conflit de « faible intensité » (guérilla et affrontements asymétriques) au conflit de « haute intensité », guerre totale entre deux puissances. Si ce dernier cas de figure semble avoir disparu, l'accent est mis sur les situations de « moyenne intensité » dans lesquels il s'agit d'affronter des pays du tiers monde dotés d'armes modernes voire d'un arsenal à haute technologie. En 1990, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Carl E. Vuono écrivait : "La prolifération de la puissance militaire dans ce qui est souvent appelé le "tiers-monde" est troublante. Nombre de nations du tiers-monde disposent désormais d'arsenaux de plus en plus vastes de chars, d'artillerie lourde, de missiles balistiques et d'armes chimiques", ajoutant : "Ce qui signifie une possible confrontation avec une armée bien équipée du tiers-monde". Des pays tels que la Corée du Nord, l'Iran, l'Iraq, ou la Syrie sont ainsi pointés du fait de leurs capacités militaires et de leurs possibilités de peser sur les approvisionnements en matières premières.

---

<sup>1</sup> Ludovic Woets, consultant, dans « réflexions sur le 11 septembre » article disponible sur le site de la Fondation pour la Recherche Stratégique.

<sup>2</sup> Actuel ministre des affaires étrangères américain.

Des scénarii sont alors étudiés comme l'opération « Internal Look 1990 », exercice conduit par le CENTCOM (US central Command, responsable des forces américaines au Moyen Orient et en Asie du Sud-Est) qui simule un affrontement contre des troupes irakiennes en Arabie Saoudite.

Parallèlement, des politiciens du Congrès, face aux contraintes socio-économiques, demandaient des réductions importantes des budgets militaires et exercent de fortes pressions sur le gouvernement en place afin de réduire le format des forces armées.

Face à ces nouvelles données, le président Bush valide, en juin 1990, ces orientations et déclare : « Dans un monde moins soumis à une menace sur l'Europe et au danger d'une guerre universelle, la taille de nos forces sera de plus en plus modelée par des facteurs régionaux ». Dès l'été, la première guerre du Golfe apportera des arguments supplémentaires aux défenseurs de ce projet stratégique. Une fois le conflit terminé, un plan est arrêté prévoyant un format adapté afin de permettre de mener simultanément deux guerres régionales et d'intervenir dans quelques conflits de « faible intensité ». Il<sup>3</sup> préconise un format de 1,6 millions d'hommes articulés en 12 divisions d'active pour l'armée de terre, 26 escadrons d'avions de combats et de 12 groupes de combat sur porte-avions, c'est le plan « Base Force ».

Certaines oppositions politiques persistèrent en une option dite « C ». Un format plus restreint fût proposé afin de pouvoir conduire un seul conflit régional. La campagne électorale qui vit le candidat Bill Clinton l'emporter ne permit pas de trancher, et les arbitrages se poursuivirent au début du mandat du Président Clinton.

Cependant, les proches du nouveau président, messieurs Aspin et Lake, respectivement nommés, ministre de la défense et conseiller pour les questions de sécurité nationale, préconisaient un renforcement important des capacités d'intervention extérieure de chaque armée craignant le surarmement du tiers-monde. Finalement, les engagements extérieurs du moment (Somalie et Bosnie) conduisirent le gouvernement démocrate à conserver l'option initiale des deux théâtres à travers le « Bottom up Review ».

En septembre 1993, monsieur Aspin déclara qu'il s'agissait de forger "une force de haute technicité, mobile, nerveuse, prête, en cette ère nouvelle, à protéger les Américains". Tout en admettant qu'elle serait légèrement plus petite que celle prévue par l'administration Bush, il souligna qu'elle intégrerait aussi de nouveaux équipements : capacités accrues en transport aérien et maritime, systèmes d'armes améliorés, tout ce qu'il faudrait pour mener à bien la stratégie des "deux guerres". On peut le constater, ce remodelage des forces armées

---

<sup>3</sup> National Military Strategy for the United States, ministère de la défense, janvier 1992.

américaines, dès le début des années quatre-vingt-dix, transcende les clivages politiques et se révèle résolument tourné vers l'intervention dans le monde et la projection de puissance. Il prend aussi une tournure implicite visant à faire face à des menaces que nous qualifions aujourd'hui d'asymétriques. Techniquement, il est prévu de disposer de 10 divisions actives (5 en réserve), d'une marine de 346 navires, dont 11 porte-avions (plus un autre pour l'entraînement), de 13 escadrons (et de 5 en réserve), de 3 divisions actives de marines (et une en réserve) soit au total : environ 1,4 million de militaires d'active. Afin d'abattre l'adversaire avec le minimum de pertes, il est préconisé d'utiliser pleinement la puissance technologique : systèmes de surveillance et de communications sophistiqués, transmission instantanée de l'information aux fins de frapper l'adversaire avec une haute précision. M. Aspin a aussi insisté sur l'importance des engins autoguidés : de nouvelles versions, en voie de fabrication, obtiendront des résultats encore meilleurs. La plupart de ces engins étant aéroportés, il prévoit de renforcer l'aviation : les appareils existants, comme le B-1 et le B-2, se verront dotés de systèmes permettant un meilleur usage des bombes "intelligentes" et des missiles. Il faut aussi lui fournir le nouvel appareil de combat F-22 et une version améliorée du F/A-18 embarqué. La rapidité étant fondamentale dans le type de conflit envisagé, les capacités de transport maritime et aérien devront être accrues.

Le programme prévoit le remplacement des appareils C-5 et C-141. Pour Michael T Klare, « cet ensemble de programmes qui entre dans une stratégie d'incessantes interventions dans le tiers-monde est une version légèrement édulcorée des plans mis au point du temps de M. Bush »<sup>4</sup>. Cette première évolution des forces armées ne s'arrête pas là.

La réflexion militaire se poursuit et va déboucher sur une nouvelle évolution doctrinale connue sous le nom de RMA, (Revolution in Military Affairs), ou Révolution dans les Affaires Militaires. Initiée en 1991, tant dans un rapport sur la guerre du Golfe que dans des ouvrages tels que celui de Martin Van Creveld, *The Transformation of War*, ce concept veut prendre en compte l'entrée du monde dans l'ère de l'électronique. Le principe central de la RMA consiste à considérer que les progrès technologiques doivent conduire à des changements importants dans la manière dont les forces militaires sont organisées et équipées pour la guerre. Ceci induit un remodelage de la façon dont les guerres sont menées. Cette doctrine repose sur des principes que sont la supériorité absolue dans le domaine de l'information, la synergie entre les armées, un combat sans contact et une recherche de performance à l'instar du monde de l'entreprise. Bien au-delà des simples améliorations

---

<sup>4</sup> « Les stratégies de Washington se préparent à de nouvelles expéditions guerrières » dans le monde diplomatique de novembre 1993 par M T Klare professeur à l'université Hampshire Massachussets.

technologiques de la MTR (Military Technical Revolution) cette doctrine, qu'il n'est pas possible d'étudier ici en détail, bouleverse profondément à la fois la manière de conduire les opérations mais aussi la stratégie qui se trouve en amont. Elle influe sur les rapports avec les autres pays et la coopération militaire notamment au sein de l'OTAN. Elle introduit aussi la notion de guerre préemptive et contribue à assurer aux Etats-Unis un monopole de puissance renforcé.

L'arrivée à la présidence de George W. Bush en 1998 ne remettra pas en question l'essentiel des orientations relatives au format et aux moyens dédiés aux forces armées américaines. Même si les crédits demandés par le nouveau gouvernement peuvent être en hausse à partir de 1999, la priorité reste donnée aux forces flexibles et projetables, ainsi qu'à la haute technologie, pour être « capables de frapper avec une très haute précision partout dans le monde » disait M. Bush en février 2001.

L'arrivée des républicains débouchera aussi sur la relance d'un programme militaire stratégique connu sous le nom de NMD (National missile Defense) ou projet de défense anti-missiles balistiques. Reprenant le concept de « guerre des étoiles » (Initiative de Défense Stratégique) initié par le président Reagan, ce projet antérieur au 11 septembre constitue un instrument fondamental de la stratégie américaine sur lequel nous reviendrons dans une prochaine partie.

Enfin, pour évoquer de manière complète les changements opérés dans l'outil militaire avant le 11 septembre, il faut évoquer les budgets consacrés aux armées par les Etats-Unis. Alors que la plupart des pays occidentaux ont, depuis douze ans, réduit très drastiquement leurs crédits de défense, les américains ont maintenu ce budget à un niveau tel qu'aujourd'hui, l'argent qu'ils y consacrent représente 55% des dépenses militaires mondiales.

### 222) Des interventions américaines :

Si la nouvelle politique américaine affiche clairement son interventionnisme à travers la notion de guerre préemptive, des actions militaires parfois unilatérales ou l'engagement des forces armées dans des missions internationales ne constituent pas non plus une réelle nouveauté pour ce pays.

Dès les années quatre-vingt, cet Etat a démontré sa capacité à mener des opérations militaires de manière tout à fait unilatérale. Sous la direction du président Reagan, les troupes américaines sont ainsi intervenues à deux reprises dans la chasse gardée des Etats-Unis que

sont les Caraïbes et l'Amérique Centrale. En, 1983 les soldats de l'Oncle Sam débarquaient sur l'île de la Grenade afin de renverser le premier ministre Bishop lié à Fidèle Castro, sous un prétexte de sécurité des ressortissants américains. Puis, en 1989, de façon tout aussi unilatérale, les soldats américains prenaient le contrôle de Panama City pour renverser le régime du général Noriega et envoyer celui-ci aux Etats-Unis afin d'y être jugé pour trafic de drogue. Enfin, en 1986, des raids aériens étaient entrepris, toujours par les seuls américains, contre la Libye du colonel Kadhafi afin de riposter au terrorisme d'Etat conduit par ce dictateur et tenter de le supprimer.

En 1991, la guerre du golfe donnait, cette fois dans le cadre d'une résolution des Nations Unies, l'occasion aux Etats-Unis de montrer leur détermination à défendre leurs intérêts vitaux. Ce déploiement sans précédent se soldait par une victoire écrasante sur ce que certains présentaient à l'époque comme la quatrième armée du monde.

En décembre 1992, l'opération « Restore Hope » était menée en Somalie. Cette fois, il semble qu'il s'agissait d'une intervention purement humanitaire où les Etats-Unis n'avaient apparemment aucun intérêt stratégique ou économique en jeu, même si comme nous l'avons évoqué, le pays concerné est dans une situation politique très dégradée et sous influence islamiste. Le déploiement militaire est impressionnant, mais l'objectif à long terme semble flou et l'opération sera rapidement stoppée après la mort tragique de 18 Rangers dans la tentative d'arrestation du « général » Aïdid.

L'engagement des forces américaines sous la présidence Clinton sera initialement moins « offensif », et l'on se souvient d'une certaine passivité face au génocide Rwandais ou à la situation en Bosnie. Mais cette période doit être replacée dans le contexte d'une opposition forte entre républicains et démocrates et aux débats que nous avons évoqués précédemment sur le format des forces armées lors des débuts de ce gouvernement. Progressivement, un recours privilégié aux moyens aériens se développera, accompagné d'un déploiement terrestre plus limité. La seconde partie des années quatre-vingt-dix voit tout de même les soldats américains engagés dans de nombreux pays.

En 1994, avec l'accord de l'ONU, les troupes américaines interviennent pour imposer le retour du président Aristid en Haïti. D'autres interventions de diverses natures auront lieu entre autres au Libéria ou encore au Timor. Enfin, les troupes américaines prennent part au dispositif de l'OTAN en Bosnie en 1995, de façon durable. En mai 1999, elles font massivement partie des forces de l'OTAN qui participent aux frappes sur le Kosovo. Il semble d'ailleurs que cette expérience, ait été désastreuse pour les militaires américains confrontés aux divergences des différents partenaires sur les objectifs à bombarder. Leur

implication dans les Balkans se poursuivra aussi en Macédoine et en Albanie où elle aboutira à l'échec du déploiement de la «Task Force Hawk »<sup>5</sup> dans ce pays en 1999.

Face à une menace terroriste déjà bien identifiée, le président démocrate ne restera pas totalement inactif. A la suite des attentats de Nairobi et Dar es Salam, il ordonnera des ripostes aériennes. Des missiles seront ainsi tirés contre un site pharmaceutique soudannais supposé être une usine utilisée par des terroristes afin de mettre au point et fabriquer des gaz toxiques. De même, en Afghanistan, des raids aériens viseront d'anciens camps de la CIA susceptibles d'être utilisés par des islamistes ayant participé aux attentats. L'Iraq aussi sera l'objet de divers bombardements dont, en 1998, quatre jours de frappes aériennes visant à faire pression sur le régime qui faisait obstruction aux inspections relatives à son désarmement.

Par ailleurs, dès le mandat du président Bush père, un renforcement des moyens octroyés à la lutte contre les trafiquants de drogue sud-américains était entrepris. Cette politique d'aide aux pays d'Amérique du Sud sera poursuivie et s'inscrit dans les plans mis en place pour lutter contre les menaces nouvelles que le Pentagone prend de plus en plus en considération dans ses théories et que sont : le crime organisé, les trafics de drogue et le terrorisme.

De leur côté, les services de renseignement et de lutte contre le terrorisme seront invités à se réformer. Selon un haut responsable des services français, il n'a pas fallu attendre le 11 septembre pour que la CIA, après l'ère du « tout technologique » réoriente son action par un retour au terrain, aux « sources humaines » et se voit autorisée à organiser des formes d'opération qu'elle avait dû abandonner.

Ainsi qu'en attestent ces nombreux exemples, l'outil militaire américain a donc toujours été depuis vingt ans régulièrement employé et parfois de manière tout à fait directe et unilatérale. Ici encore, les attaques du 11 septembre ne constituent pas une rupture fondamentale avec des pratiques déjà mises en œuvres. Seuls le théâtre et l'échelle des engagements récents peuvent être différents.

---

<sup>5</sup> Déploiement d'un bataillon d'hélicoptères Apache et de ses soutiens.

### 223) Des changements géostratégiques :

Si, selon certains commentateurs, les attaques terroristes du 11 septembre ont bouleversé les équilibres géostratégiques, il est tout aussi intéressant de souligner l'importance des changements qui se sont opérés depuis l'effondrement communiste jusqu'à cette date symbolique.

En effet, dès 1989, les grands équilibres issus de la guerre froide se sont vus profondément remaniés. Les relations de l'Occident avec la Russie, tout d'abord, ont connu un net rapprochement. Certes, une partie des aides qui ont été accordées à ce pays ont servi à accompagner son désarmement. Mais, globalement, les pays développés ont progressivement intégré la nouvelle Russie, toujours puissante ne serait-ce que de part sa taille, dans leur sphère politique et économique. A ce titre, par exemple, le G7 s'est élargi dès 1997 pour devenir le G8 au sein duquel la Russie a tout naturellement sa place. En dehors de ce groupe informel, la Russie a pleinement recouvré sa place dans le concert des nations occidentales dans les années quatre-vingt-dix. Elle a signé des accords avec la banque mondiale et le Fond Monétaire International en 1999 et un partenariat avec l'Union Européenne en octobre 2000 lors du sommet de Paris particulièrement axé sur le partenariat en matière de sécurité et de prévention des conflits. Ce rapprochement, indispensable pour un empire en voie d'affaiblissement, fût tel que le président russe s'est immédiatement rallié à la guerre contre le terrorisme initiée par les américains après le 11 septembre, même si son ralliement n'est pas exempt d'intérêts intérieurs.

Ce réchauffement des relations a eu aussi son volet militaire et pas seulement axé sur le désarmement. Ainsi pouvait-on assister à des manœuvres américaines au Kazakhstan dès le mois d'août 1998.

La fin de la guerre froide n'a pas été non plus sans conséquence pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord créé initialement afin de s'opposer à la menace communiste. Si dans un premier temps, l'avenir de cette organisation a été très incertain, finalement, les pays ont progressivement développé un nouvel outil capable d'assumer des missions au profit de ses membres ou d'organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies. Cette transformation de l'outil militaire se poursuit avec la création d'une brigade de réaction rapide (NRF), passant d'une position purement défensive à une structure de force de projection sans que la participation américaine ne soit d'ailleurs prépondérante.

Les Etats-Unis ont, peut-être afin de contrer la construction européenne, très vite milité en faveur de l'élargissement de cette alliance qui s'est progressivement ouverte aux pays d'Europe de l'Est. Début 2001, le président G. W. Bush proposait même à Varsovie, une extension de l'OTAN de la Baltique à la Mer Noire. Si tel n'est pas encore le cas, la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque ont été intégrées en 1999. Dans quelques mois ce sera au tour des pays Baltes, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Slovénie et de la Slovaquie de rejoindre l'alliance. La France elle-même a effectué un très large rapprochement avec l'outil militaire qu'elle avait quitté sous l'impulsion du général de Gaulle.

Par ailleurs en 1999, l'OTAN s'engageait dans les Balkans. Même si l'expérience acquise par les américains à cette occasion fait que ceux-ci voient dans l'outil militaire de l'alliance une entrave plutôt qu'un avantage, il n'en demeure pas moins que des changements fondamentaux ont affecté l'OTAN bien avant les événements de 2001 lui donnant ainsi la capacité d'intervenir dans les opérations entreprises depuis.

L'Union Européenne aussi a été largement bouleversée du fait de la chute du mur de Berlin. S'il n'est pas très utile de revenir sur les événements qui ont permis son élargissement à bientôt vingt-cinq membres, un dernier point mérite, lui, d'être évoqué.

Si l'on a beaucoup reproché au gouvernement de monsieur G. W. Bush de se lancer dans une guerre en Iraq aux fins de contrôler les ressources pétrolières de ce pays, il faut noter que ce souci des américains de garder la main sur leurs approvisionnements n'est pas nouveau. A ce titre, la période 1989- 2001 et ses évolutions géostratégiques, permettent d'illustrer ce qui peut être perçu comme une préoccupation constante des Etats-Unis. Dès l'accession à l'indépendance des Etats d'Asie Centrale, Washington s'est intéressé à ces pays. Certes, leur situation géographique entre Russie, Chine, Iran en faisait des centres d'intérêt incontournables, mais cette situation se double de la présence d'importantes réserves de gaz et de pétrole qui ont vite focalisé l'attention des grandes firmes et du gouvernement américain. Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizistan et Tadjikistan se sont, bien avant les opérations américaines en Afghanistan, trouvés au centre d'enjeux Russo-Sino-Américains. Dans ce cadre, le gouvernement de monsieur Clinton a initié des coopérations militaires soutenues avec certains de ces pays.

Evoquons encore la première guerre du Golfe qui visait aussi pour Washington à contrer une possible main mise iraquienne sur ses fournisseurs pétroliers.

Si les thèses de certains auteurs qui placent le pétrole comme le cœur et le moteur de la politique étrangère de Etats-Unis sont contestables, il reste certain que cette question fait

partie des préoccupations américaines depuis longtemps et qu'elle influençait déjà la politique bien avant les développements du 11 septembre. Ainsi, en mai 2001, un rapport, très contesté, du vice-président Cheney évoquait cette problématique des approvisionnements et abordait les conséquences à tirer en terme de politique étrangère<sup>6</sup>. En outre, la proximité entre les milieux politiques, républicains notamment, et les entreprises pétrolières est ancienne.

L'ensemble des faits que nous venons d'évoquer confirme que la fin de la guerre froide a vu s'ouvrir une nouvelle ère, période de transition, rapidement marquée par une menace, à grande échelle : le terroriste islamiste. Après une courte période d'incertitude sur une éventuelle perte de leur influence, et d'interrogations sur leur positionnement dans ce nouvel ordre mondial, les Etats-Unis ont progressivement tenu compte de ces changements majeurs afin d'adapter leur politique étrangère et leur outil militaire. Evidemment, toutes ces évolutions très concrètes ne se sont pas opérées sans être accompagnées de réflexions plus théoriques auxquelles nous allons maintenant nous intéresser.

### III) La nouvelle doctrine américaine ne surgit pas ex-nihilo :

Les commentateurs qui voient en la stratégie américaine postérieure au 11 septembre une totale nouveauté oublient qu'avant cette date, les penseurs américains avaient déjà développés des théories proches ou inspirant celles qui sont actuellement présentées comme appliquées par le gouvernement du président G. W. Bush. Mais il est nécessaire d'étudier la composition de ce gouvernement avant d'étudier ce qui préluait à ses choix en matière de politique étrangère.

#### 31) L'équipe en place :

Deux qualificatifs peuvent être donnés à l'équipe gouvernementale du président G. W. Bush : hétérogénéité et antériorité.

Hétérogénéité tout d'abord, car ce gouvernement n'est pas constitué de tenants d'une seule ligne de conduite quant à la politique étrangère du pays. Certes, les néo-conservateurs, ou « faucons », sont souvent ceux qui sont mis en avant, ce qui pourrait tendre à faire croire au grand public que toute l'équipe gouvernementale s'inscrit dans cette vision des choses.

---

<sup>6</sup> Publié sous le timbre du National Energy Policy Development Group.

Mais la donne est plus complexe. On oppose souvent cette « faction » dont le porte-drapeau serait monsieur Wolfowitz aux tenants de la voie « diplomatique » qui seraient conduits par monsieur Powell. S'il est clair que les deux hommes n'ont pas toujours des avis convergents, cette vision est sûrement trop simple. D'autres observateurs trouvent un « clan intégriste » dont monsieur Ashcroft, ministre de la justice serait le plus voyant exemple. Des oppositions entre « vieille garde », « nouveaux » sont aussi avancées. Enfin, pour un autre universitaire, ce gouvernement est à diviser en trois clans dont le dernier pourrait être celui des « nationalistes », au sens de « pro-américain avant tout » et non au sens européen teinté des relents du XX<sup>ème</sup> siècle que nous connaissons à ce qualificatif.

Quoiqu'il en soit, l'équipe actuellement aux commandes à Washington comporte des courants divers voire même parfois opposés et il est réducteur ou caricatural de la présenter comme un bloc issu d'une mouvance conservatrice extrémiste.

Le second qualificatif qu'il est possible d'attribuer à ce gouvernement est donc « antériorité ». En effet, les hommes et les femmes qui le composent sont, pour nombre d'entre eux, des anciens des administrations républicaines qui dirigèrent le pays avant les deux mandats du président Clinton. Si le président lui-même, indépendamment de sa filiation, n'a pas déjà servi dans les arcanes du pouvoir fédéral, son vice-président monsieur Dick Cheney est un familier des organes gouvernementaux. Non seulement il fût ministre de la défense dans le gouvernement de G. Bush père et connût les crises de Panama et du Golfe, mais il avait été auparavant secrétaire général de la Maison-Blanche sous le président Ford.

De même, le ministre de la défense, monsieur Donald Rumsfeld occupe un poste qu'il a déjà tenu dans un gouvernement précédent (1975-77). Sa carrière l'a aussi conduit à être un proche du président tout au long des années soixante-dix, à représenter son pays au sein de l'OTAN et à présider la commission sur la menace des missiles balistiques de 1998 à 1999.

Le ministre des affaires étrangères monsieur Collin Powell est, quant à lui, l'ancien chef d'état-major des armées lors de la première guerre du Golfe (1989-93). Il fût aussi conseiller en matière de sécurité nationale sous la présidence Reagan.

Madame la conseillère en matière de sécurité nationale, Condoleezza Rice, quoique plus jeune, est une spécialiste de la Russie et a déjà été, à ce titre, membre du conseil de sécurité nationale sous la présidence de G. Bush père.

Très controversé dans les médias européens, monsieur Paul Wolfowitz, est présenté comme le chef du camp des néo-conservateurs. Il occupe la place de secrétaire adjoint à la

défense. Cependant, cet universitaire a, lui aussi, occupé différents postes dans les gouvernements antérieurs. Il a déjà servi au Pentagone à deux reprises, dont une en 1989, en tant que sous-secrétaire d'état, sous la direction de monsieur Cheney. Il est aussi passé par le ministère des affaires étrangères et a été ambassadeur en Indonésie. Très présent dans les réflexions stratégiques depuis 1990, il est souvent présenté comme un tenant de la ligne « confrontationniste » et d'une Amérique seule superpuissance mondiale.

Cette longue liste illustre parfaitement une réelle continuité dans les hommes importants des gouvernements républicains jusqu'à celui-ci. Cette situation fait dire à monsieur François Géré<sup>7</sup> : « Certes, il existe un aspect déclaratoire puissant dans tout cela (parlant des orientations stratégiques récentes de ce gouvernement), très inspiré de ce que l'administration républicaine de Ronald Reagan (1980-89) avait voulu mettre en œuvre durant les années 1981-83. Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve parfois aujourd'hui les mêmes personnes dans l'entourage du président G. W. Bush. On retrouve également la même conception, à la fois fondée sur une capacité militaire d'aller au devant de l'adversaire et le vieux thème de la protection du territoire des Etats-Unis grâce à la fameuse défense anti-missile ». Même s'il est permis de ne pas partager ce point de vue, une telle continuité dans le personnel gouvernemental n'est pas sans induire une certaine continuité dans les choix politiques qui peuvent être opérés. De nouveau, il est possible d'affirmer que les orientations prises après le 11 septembre 2001 s'inscrivent dans une ligne déjà existante du fait du facteur humain. D'ailleurs, l'inspiration de ces décideurs est, aux Etats-Unis, notoirement influencée par des groupes de réflexion dont il est important de faire état.

### 32) Les « think Tanks » :

"Vous êtes certains des meilleurs cerveaux de notre pays" ; tellement bons, ajoutait George W. Bush, que "mon gouvernement emploie une vingtaine d'entre vous". Le président s'adressait, le 26 février, à l'American Enterprise Institute, à Washington. Il rendait hommage à un cercle de réflexion ou « think tank » qui est présenté comme l'un des bastions de la mouvance néo-conservatrice américaine. Il saluait une école de pensée qui marque sa présidence et disait tout ce qu'il doit à un courant intellectuel à l'influence pour le moins sensible.

---

<sup>7</sup> Universitaire et actuellement directeur de l'Institut Diplomatie et Défense.

Au tout début des années 1960, John F. Kennedy avait, quant à lui, recruté au centre gauche, à l'université Harvard notamment, certains professeurs choisis parmi "the best and the brightest" (les meilleurs et les plus brillants).

Ces deux exemples illustrent parfaitement un usage tout à fait commun dans le système politique américain. La tendance européenne est un peu critique vis-à-vis de ces groupes de réflexion souvent perçus comme des groupes de pression ou d'influence teintés d'un aspect occulte. A ce titre, le cercle néo-conservateur est souvent cité en exemple. Il est vrai que son influence est certaine et qu'en dehors de monsieur Wolfowitz, d'autres membres ou proches de l'équipe dirigeante en sont issus : citons messieurs Richard Perle, ancien conseiller, Elliott Abrams et Douglas Feith, intégrés à l'administration en place.

Mais il serait faux de croire que seul un clan travaille à tisser ses réseaux et à affiner sa stratégie. Dès les années cinquante, le monde politique américain a vu apparaître ces groupes de réflexion bien structurés et souvent financés par le philanthropisme américain voire des subventions, dont la vocation est de concevoir ou de participer au débat d'idées en particulier en matière de pensée stratégique. Ils regroupent une partie importante des experts en politiques publiques et exercent un rayonnement avéré dans de nombreux secteurs. En outre, ils sont caractéristiques des Etats-Unis, même si leur modèle n'a pas encore été beaucoup exporté.

S'il est permis de s'interroger sur la portée de l'influence de ces «réservoirs intellectuels », leur place se situe à la croisée de la recherche et de l'action politique. Leur rôle est d'éclairer ou d'influencer la population et le législateur sur certaines questions de politique publique. Ils se positionnent aussi à proximité du monde universitaire, permettant à certains chercheurs d'effectuer leurs études. Le nombre de ces « think tank » s'est considérablement accru depuis trente ans, et dans le domaine politique, le caractère hétérogène des deux grands partis a favorisé leur développement.

Leur rôle dans la politique américaine n'est donc pas récent et les liens avec les partis sont souvent nets. L'actuel gouvernement n'échappe donc pas à ce schéma d'autant que, globalement, la nouvelle génération de ces groupes de pensée s'inscrit plutôt dans le camp de la « nouvelle droite » et donc proche du parti républicain. A ce titre, l'influence de l'organisation, bastion néo-conservateur, qu'est l'American Enterprise Institute ne date pas du 11 septembre ni même de l'élection de G. W. Bush. L'implication politique des « think tanks » conservateurs s'est progressivement accrue tout au long des années quatre-vingt-dix et a bénéficié du développement des nouveaux médias. Les liens se sont ainsi tissés avec la haute fonction publique jusqu'à la situation que nous pouvons observer dans l'actuel

gouvernement. La contribution de ces « think tanks » aux débats stratégiques et aux orientations prises par la politique étrangère américaine est donc le fruit d'une influence réelle mais qui est bien antérieure aux événements récents.

### 33) Les théories aujourd'hui en vue pré-existaient :

Afin de compléter le propos dédié aux « think tanks », il est indispensable de se focaliser sur certaines grandes théories qui dominent les débats lorsque l'on évoque la politique étrangère américaine de l'après 11 septembre, afin de constater, ici encore, qu'elles ne sont pas réellement récentes.

Le premier point à évoquer concerne l'idée de « choc des civilisations », question qui a souvent été mise en avant et même largement contestée, depuis les attaques terroristes sur New York. Cette théorie, que d'aucun disent inspirer le gouvernement américain actuel, propose que, depuis la fin de la guerre froide, ce sont les identités et la culture qui engendrent les conflits et les alliances entre les Etats. L'Occident ne dominant plus seul le système international, sept à huit civilisations se partagent le monde sans que les idées occidentales ne suscitent de civilisation universelle. Ainsi, des rapports de force se créent. En particulier, l'occident décline et la poussée démographique de l'islam s'accompagne d'une résurgence de la religion islamique qui se traduit par une montée du fondamentalisme.

Cependant, cette théorie n'est pas si récente. Développée par un professeur de l'université d'Harvard, Samuel Huntington, elle fût initialement élaborée dès le début des années 1990 et exprimée en 1993 dans un article de la revue *Foreign Affairs*. Le livre<sup>8</sup>, plus connu, fût lui publié en 1996. Cette thèse d'un ancien membre du conseil national de sécurité (sous la présidence Carter) n'a donc aucune actualité directe avec les attentats du 11 septembre. En revanche, il est certain qu'elle n'a pas été sans influencer les débats d'idées sur la situation postérieure à la guerre froide et la place des Etats-Unis dans un nouveau monde en gestation.

Un autre concept est mis très en avant dans la « nouvelle » politique étrangère des Etats-Unis. Il s'agit de celui des « Rogues States » ou « Etats voyous » à propos desquels le discours officiel actuel va jusqu'à utiliser le terme de « axe du mal ». Ce concept vise à désigner sous un vocable commun les pays qui menaceraient la sécurité collective en général et peut-être aussi les intérêts particuliers américains. Certains y voient aussi les Etats qui

---

<sup>8</sup> *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order.*

remettraient en cause le système de normes et l'ordre international. Sont ainsi pointés du doigt des pays comme l'Iran, Cuba, la Libye, la Corée du Nord, le Soudan, la Syrie...

Il est reproché à ces Etats quatre « fautes » principales qui sont : tenter de se doter d'armes de destruction massive, soutenir le terrorisme, maltraiter leur propre population et afficher une animosité déclarée envers les Etats-Unis.

Toutefois, au grand dam de ceux qui voudraient y voir une vision américaine récente et manichéenne entre le bien et le mal, force est de constater que cette notion « d'Etats voyous » n'est pas du tout nouvelle dans la dialectique des gouvernements américains. En effet, cette notion a fait son apparition dès les années quatre-vingt, lorsque le président Reagan mit le dictateur libyen Kadhafi « hors la loi ». L'expression a été médiatisée au cours de la dernière décennie, alors que, comme nous l'avons dit, les Etats-Unis cherchaient à réorienter leur stratégie face au vide laissé par l'effondrement de l'union soviétique.

Certes, il n'y avait pas, jusqu'à présent, de liste bien établie de ces Etats, et par exemple, la Serbie a pu y figurer. Mais, si le président G. W. Bush a clairement énoncé les pays visés par sa théorie de l' « axe du mal », il n'est cependant pas possible de faire endosser la paternité de ce concept à son gouvernement, ni de le présenter comme une conséquence du 11 septembre. D'ailleurs, même son prédécesseur, Bill Clinton, sans forcément déclamer une adhésion soutenue à cette thèse, en a tenu compte dans sa politique vis-à-vis des ces pays, ou fût obligé de le faire par le Congrès<sup>9</sup>.

Un dernier thème dans la doctrine américaine actuelle mérite enfin notre attention. Il s'agit de celui de la défense anti-missile ou National Missile Defense. Elle vise à protéger l'ensemble du territoire des Etats-Unis contre un petit nombre de missiles balistiques et repose sur un système hautement technologique à base de satellites dont le développement difficile est contesté. Mais il faut surtout percevoir que ce « bouclier » constitue aussi un moyen qui n'est pas neutre au plan stratégique. C'est pour cela que des pays tels que la Russie le contestent. Il offrirait une possibilité de puissance inégalable qui permettrait aux Etats-Unis de conserver un leadership incontesté. Avec lui, il ne doit pas être permis de porter la guerre sur le territoire américain. Certains critiques y voient même pour les Etats-Unis, un moyen quasiment « offensif », offrant une totale liberté d'action permettant d'attaquer un pays ennemi sans retenue.

Le concept reprend l'Initiative de Défense Stratégique proposée en son temps par le président Reagan. Si ce projet a été mis en sommeil, il n'a pas été relancé par le 11 septembre.

---

<sup>9</sup> Dans sa volonté d'ouverture envers la Corée du Nord par un assouplissement des sanctions économiques.

En effet, dès 1994, le congrès a repris des initiatives dans le sens de la relance de ce idée. En 1996, le gouvernement de monsieur Clinton sera obligé d'envisager sérieusement le développement d'un premier dispositif de ce genre. Une étape sera franchie en 1998 avec la création d'une commission, présidée par monsieur Rumsfeld, chargée par le Congrès d'étudier cette question et d'évaluer la menace. Visant certains Etats voyous, elle pressentait une menace à court terme et fût renforcée par les essais nucléaires indiens et pakistanais puis coréens. Finalement, le gouvernement démocrate, poussé par un congrès presque unanime lançait le programme en phase de développement et d'acquisition. L'élection du président G. W. Bush donnait une plus grande publicité au concept et augmentait considérablement les moyens financiers dédiés ainsi que l'ampleur du projet.

Ce qui est présenté comme un outil majeur de la nouvelle politique américaine n'est que la poursuite d'objectifs déjà bien établis et ne se présente pas comme une conséquence immédiate des attentats de New York.

#### 34) Des doctrines antérieures:

La doctrine de l'actuel gouvernement américain en matière de sécurité et de politique étrangère est clairement exposée. Mais cette orientation s'inscrit, en matière de politique extérieure, dans la poursuite de théories énoncées antérieurement et qui conservent une certaine cohérence, à savoir : la défense des intérêts américains, la propagation des bases de la société que sont la liberté et l'économie de marché ainsi que la conservation du leadership mondial.

Si nous considérons les orientations prises depuis la disparition de la menace communiste, elles ont été traduites à travers deux doctrines que sont la doctrine « Weinberger-Powell » puis la théorie de « l'élargissement ». La doctrine « Weinberger »<sup>10</sup> est relative à une utilisation judicieuse des forces armées. Elle expose sept circonstances suivant lesquelles (ou des combinaisons d'entre elles) il serait possible d'engager la force militaire américaine.

Elle a été complétée à la fin des années quatre-vingt par le point de vue du général Powell préconisant un engagement décisif une fois décidé le recours à la force.

---

<sup>10</sup> Officiellement déclinées comme suit :

« To defend against direct attacks on the United States, its citizens, and its allies.  
To counter aggression..  
To defend our key economic interests.  
To preserve, promote, and defend democracy.  
To prevent the spread of weapons of mass destruction, terrorism, international crime, and drug trafficking.  
To maintain our reliability, because when our partnerships are strong and confidence in our leadership is high, it is easier to get others to work with us .  
For humanitarian purposes, to combat famines, natural disasters, and gross abuse of human rights. »

Les motivations édictées dans ces sept cas de recours à l'engagement des forces armées apparaissent cependant assez en phase pour certains d'entre eux, avec la politique extérieure actuelle. Ceci corrobore d'ailleurs parfaitement le constat que nous avons établi sur les interventions américaines depuis vingt ans.

Le gouvernement démocrate de monsieur Clinton a lui tenu compte des évolutions que le monde connaît alors. Pour le président Clinton, « l'objectif chéri » des Etats-Unis est "un monde plus sûr où la démocratie et les marchés libres ne connaissent pas de frontières". Les nouvelles orientations seront codifiées par Anthony Lake le 21 septembre 1993, avec la substitution du nouveau paradigme de l'"enlargement" (élargissement) à celui de «containment». Il n'est pas question d'entamer une croisade pour la démocratie mais de pratiquer une stratégie pragmatique et sélective, là où ce sera le plus utile aux Etats-Unis. Il conviendra de cibler les efforts sur les Etats qui affectent les intérêts stratégiques américains, c'est-à-dire d'abord l'ancienne Union soviétique, les nouvelles démocraties d'Europe centrale et de l'est, les pays asiatiques du Pacifique.

Selon les tenants de cette théorie, la promotion de la démocratie ne signifierait donc pas son "exportation". Il s'agirait d'offrir un soutien moral, politique, diplomatique et financier aux individus et aux organisations qui luttent pour la libéralisation des régimes autoritaires. Il s'agirait également d'encourager la diffusion de l'économie de marché en axant la politique extérieure sur les aspects économiques y compris par des sanctions en la matière. Il en découlerait un monde plus démocratique, plus sûr, et plus prospère . Mais cette situation n'est pas sans offrir le maintien du leadership des Etats-Unis.

Certains commentateurs critiques vont même jusqu'à considérer « qu'il ne s'agit plus de contenir l'URSS, mais de développer désormais un processus offensif par expansion du monde libre » et qu'un unilatéralisme global imprégnerait déjà cette politique. Sans aller jusqu'à cette lecture très anti-américaine, il transparaît tout de même clairement certaines constantes dans la politique extérieure des Etats-Unis. La défense d'intérêts propres, la lutte contre le terrorisme ou l'exportation de certaines valeurs ne sont donc pas récentes.

### 35) Une culture stratégique forte :

« Nous sommes au centre, proclamait le sénateur Jesse Helms en 1996, et nous devons y rester (...). Les Etats-Unis doivent diriger le monde en portant le flambeau moral, politique

et militaire du droit et de la force, et servir d'exemple à tous les peuples ». <sup>11</sup> Quelques années plus tard, le néo-conservateur Charles Krauthammer écrivait tout aussi modestement : « L'Amérique enjambe le monde comme un colosse (...). Depuis que Rome détruisit Carthage, aucune autre grande puissance n'a atteint les sommets où nous sommes parvenus » <sup>12</sup>.

Ces odes à la puissance sont symptomatiques d'un discours qui ne date pas du 11 septembre mais plutôt de la chute du bloc communiste. Toutefois, un tel discours n'est pas totalement récent dans le paysage politique américain et certains analystes estiment que les Etats-Unis développent une vision messianique de leur politique extérieure. Il est vrai que depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, lors de leur accession au rang de puissance mondiale, les Etats-Unis ont souvent développé un discours tendant à exporter les valeurs qui sont à la base de leur réussite. Dès le mandat du président Wilson, avec des créations comme la Société Des Nations, ou le traité de Versailles, l'on peut percevoir des velléités d'exporter un modèle. Il n'est donc pas surprenant de retrouver dans le discours officiel actuel un tel propos. Les dirigeants politiques américains sont intimement convaincus que tous les peuples aspirent sincèrement à la paix et à l'ordre international garanti dans un cadre institutionnel.

Cette volonté se traduit par une culture stratégique forte destinée à appuyer les desseins de l'Amérique. Outre l'exportation de l' « american way of life », la défense des intérêts du pays et en particulier le souci de ses approvisionnement s'inscrivent dans cette volonté.

Cette vision du rôle des Etats-Unis était déjà clairement énoncée en 1908 par le président Théodore Roosevelt : « Je ne peux préconiser des mesures pour l'accomplissement de nos devoirs vis-à-vis du reste du monde sans mettre en avant la nécessité de nous placer dans une position de défense totale. (...) Il y a un rang dû aux Etats-Unis parmi les nations qui sera terni, si ce n'est perdu, par une réputation de faiblesse. Si nous voulons éviter l'insulte il faut être capable d'y répondre ; si nous voulons assurer la paix, un des instruments les plus puissants de notre prospérité croissante, nous devons faire savoir que nous sommes en permanence prêts pour la guerre ». <sup>13</sup> Cela permet à certains analystes de dire que la « doctrine de la préemption » du président Bush « s'inscrit dans la lignée de la doctrine Monroe formulée en 1823 et au corollaire de Roosevelt au début du XX<sup>ème</sup> siècle ». <sup>14</sup>

---

<sup>11</sup> Jesse Helms, « Entering the Pacific Century » Heritage Foundation, Washington DC, 1996.

<sup>12</sup> « The Second American Century », Time Magazine, New York, 27 décembre 1999.

<sup>13</sup> Theodore Roosevelt, Special Message to Congress, 1908, cité in John M. Blum and others, The National Experience, Harcourt Brace Jovanovich, INC, New York, 1977, p. 528.

<sup>14</sup> Saïda Bédar, « Le déploiement géostratégique de la puissance américaine », Diplomatie, mars/avril 2003

Cette approche se traduit militairement par le concept de « guerre juste », mais une guerre totale, visant à obtenir de l'ennemi une reddition sans condition.

Dans ce cadre, la culture stratégique américaine affiche des traits militaires caractéristiques et assez constants à travers l'histoire :

- l'anéantissement de l'ennemi, ce qui conduit les stratèges américains à approcher directement le centre de gravité adverse et à l'attaquer massivement, sans subtilité ;
- l'offensive opérationnelle, qui fait que tout est conçu autour de la projection de force et que peu d'importance n'est donnée aux questions de défense ;
- l'attrition, selon laquelle une avance lente mais qui use l'adversaire est préférable à des manœuvres brillantes.

Les événements les plus récents ne font que confirmer cette approche.

Les Etats-Unis occupent depuis 1991 une position singulière, sans équivalent dans l'histoire moderne, et ils n'ont en face d'eux aucun adversaire étatique susceptible, dans un avenir prévisible, de remettre en cause les grands équilibres. De surcroît, leurs concurrents économiques principaux, européens et nippons, sont des alliés stratégiques. Sur le plan politique, ils ont vu la sphère de leur souveraineté s'étendre et leurs marges de manœuvre s'accroître. Sur le plan économique, ils fixent les règles, les normes et les contraintes du système international. Maintenir ce statu quo favorable est un objectif premier de la politique extérieure américaine, qui se décline différemment selon le caractère plus ou moins coopératif ou coercitif des moyens mis en œuvre. Alors que l'administration Clinton avait privilégié une diplomatie axée sur les aspects économiques et, dans une certaine mesure, la coopération multilatérale, la nouvelle administration a été, dès son arrivée, tentée par la force et l'action unilatérale.

Cependant, comme l'indiquent les points que nous venons de soulever, ces orientations fondamentales ne sont pas issues des événements dramatiques du 11 septembre. Elles se trouvaient en germe bien avant cette date. Ce ne sont pas les révélations récentes d'un ancien ministre des finances du gouvernement Bush selon lequel, la guerre contre Saddam Hussein était décidée bien avant le 11 septembre, qui infirmeront cette démonstration.

## Conclusion :

Les attentats du 11 septembre ont eu un impact émotionnel énorme et incontestable. Ils stimulent l'imagination des occidentaux et font appel à leur affectif. L'effet de surprise et l'ampleur de ces attaques cristallisent sur une unique date une multitude de sentiments ressentis ou d'appréciations sur la situation mais ils ne laissent personne indifférent.

Toutefois, force est d'admettre que ces agressions s'inscrivent dans une évolution qui était entamée bien antérieurement. Même si ces événements-là avaient pu être évités, il est fort probable que les bouleversements mondiaux auraient, arrivés à un certain stade, débouchés sur des attaques similaires par leur ampleur et leur violence.

Cette date du 11 septembre 2001 s'inscrit plutôt comme un repère symbolique. Elle clos une période de transition débutée douze ans auparavant. Catalyseur, accélérateur ou facteur déclenchant, elle ne fait que précipiter ou renforcer des mouvements déjà largement amorcés. Ces attaques, par leur impact sur la population, ont favorisé l'acceptation par l'opinion publique américaine d'orientations politiques pré-existantes.

L'après 11 septembre n'est pas une réaction au 11 septembre, mais cet événement a créé les conditions de l'accomplissement d'une politique.

Les conséquences de cette politique sont cependant importantes. Si certaines d'entre elles étaient prévisibles, tel le délitement des liens avec l'Arabie Saoudite, d'autres évolutions se sont précipitées du fait de l'accélération des choix américains. La géopolitique a été en quelque sorte redécouverte. L'évolution des relations avec certains pays d'Europe, la position du Pakistan ou l'importance des pays d'Asie centrale ont connu des modifications rapides. L'importance de certaines structures telles que l'Organisation des Nations Unies, l'Union Européenne ou l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a été relativisée et elles se sont vues remplacées par la constitution de coalitions ad hoc.

Date incontournable de l'histoire de ce début de siècle, le 11 septembre se pose symboliquement comme l'ouverture d'une nouvelle ère dont il est bien difficile de prévoir l'issue.

## Sources

- Samuel Huntington, : « The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order », New York, Simon & Schuster, 1996.
- Bruno Colson : « La culture stratégique américaine », Economica 1993.
- William Kristol et Lawrence Kaplan, « Notre route commence à Bagdad », Saint-Simon 2003.
- Collectif : « Les objectifs de politique étrangère des Etats-Unis », Revue électronique du Département d'Etat des Etats-Unis.
- Gilbert Achard : « Quelle approche du monde contemporain », intervention du 17 septembre 2002.
- Bruno Colson : « La stratégie américaine de sécurité et la critique de Clausewitz », revue « Stratégique » n°76.
- Philippe Golub : « Rêves d'empire de l'administration américaine », Le Monde Diplomatique, juillet 2002.
- Arnaud Blin : « Etats-Unis : lente chronique d'une rupture stratégique annoncée », site de l'Institut de Stratégie Comparée.
- Bruno Colson : « Concepts américains pour l'après guerre froide », site de l'Institut de Stratégie Comparée.
- François Géré, « La nouvelle stratégie des Etats-Unis », site Diploweb, mai 2002.
- Meghan L. O'Sullivan, « Les dilemmes de la politique américaine vis à vis des Rogue States », Revue de politique étrangère, 1/2000.
- Richard J. Barnett, « Les objectifs fondamentaux de l'Amérique », le Monde Diplomatique, octobre 1990.
- Saïda Bédar : « Le déploiement géostratégique de la puissance américaine », Diplomatie mars-avril 2003 – n°2.
- Collectif : « L'Amérique et le monde de l'après guerre froide », site de l'Institut de Stratégie Comparée.
- Michael T. Klare, « Les vrais desseins de monsieur George Bush », Le Monde Diplomatique, novembre 2002.
- Michael T. Klare, « Les trois piliers stratégiques de Washington », Le Monde Diplomatique, juillet 2001.

- Michael T. Klare, « Les stratèges de Washington se préparent à de nouvelles expéditions guerrières », Le Monde Diplomatique, novembre 1993.
- Collectif : « La culture stratégique américaine » site Infoguerre.com.
- Ludovic Woets : « Réflexions sur le 11 septembre ».
- Daniel Béland : « L'influence des think tanks aux Etats-Unis », site de l'université Pierre Mendès-France à Grenoble.
- Alain Frachon et Daniel Vernet, « Le stratège et le philosophe », Le Monde, 19 septembre 2003.
- Alain Joxe, « Révolution dans les affaires militaires », article du dictionnaire de la stratégie, mars 1999.
- Etienne de Durand, « les transformations de l'US Army », étude de l'Institut Français des Relations Internationales, juillet 2003.
- Département d'Etat, « La nouvelle stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis », programmes d'information internationale.
- La défense antimissile du territoire (NMD) aux Etats-Unis, rapport 99-417 du Sénat.
- Sites Internet français :
  - <http://www.STRATISC.org>
  - <http://www.ehess.fr/Cirpes/index.html>
  - <http://www.diploweb.com>
  - <http://www.Frstrategie.org>
  - <http://www.infoguerre.com>
  - <http://www.net4war.com>
  - <http://www.lemonde-diplomatique.fr>
- Sites Internet officiels américains :
  - The American Enterprise Institute: <http://www.aei.org/governing/>
  - U.S. Central Intelligence Agency : <http://www.cia.gov/>
  - U.S. Commission on National Security : <http://www.nssg.gov/>
  - U.S. Department of Defense: <http://www.defenselink.mil/>
  - U.S. Department of State : <http://www.state.gov/>
  - U.S. Department of State: <http://usinfo.state.gov/topical/pol/pol.htm>
  - U.S. President : <http://www.whitehouse.gov/> et <http://www.whitehouse.gov/nsc/>